

# Le Danemark, pays de la démocratie sociale

Autor(en): **Jacoby, Hellmut**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **27 (1935)**

Heft 12

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384036>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

plus ou moins forte en refusant la subvention de crise (garantie de crise, etc.) à celles des entreprises qui se dérobent à une réglementation établie dans l'intérêt de l'économie générale. De toute manière il faut que partout où des subventions fédérales sont accordées, on empêche les entreprises suisses de se faire mutuellement concurrence. Il y aurait lieu de nommer à cet effet une petite commission de conciliation pour l'arbitrage de conflits de ce genre.

Il ne suffit pas de mettre un terme à la concurrence. La collaboration est la loi de l'heure. On ignore encore trop dans nos milieux que les pays qui malgré la crise ont vu leurs exportations augmenter, comme le Japon, par exemple, ont pu le faire non seulement à la suite du dumping monétaire, mais encore pour avoir suivi une politique d'expansion bien déterminée qui a donné lieu à une sorte de syndicats d'exportation semi-étatique.

En Suisse également, une répartition systématique des travaux entre les maisons d'exportation augmenterait dans une forte proportion leurs chances de concurrence. Tous nos respects à l'esprit d'indépendance dont font preuve les chefs d'industrie, mais ils devraient encore savoir s'incliner devant les intérêts de la nation.

(A suivre)

---

## Le Danemark, pays de la démocratie sociale.

Par *Hellmut Jacoby*, Copenhague.

Parmi les pays européens qui ont particulièrement bien résisté aux attaques de la crise économique, figure au premier rang le Danemark. Ce petit pays, comptant à peine 4 millions d'habitants, a su maintenir son haut niveau de vie, même en temps de crise. Abstraction faite de la Grande-Bretagne et de la Suède, c'est au Danemark que les efforts tentés en vue de surmonter la crise ont été les plus rapides et les plus poussés.

Le visiteur est en général trop porté à se former un jugement sur le Danemark par le seul fait d'avoir visité Copenhague. Cette impression est renforcée par le fait que Copenhague est la seule grande ville moderne, port de mer quasi mondial et où la vie commerciale est très intense. Le fait que cette ville et ses habitants semblent vivre surtout pour la vie publique influence fortement cette impression. Or, elle est fautive. En réalité, c'est le pays plat qui domine au Danemark. Il suffit de visiter le Parlement, ses couloirs, sa salle des séances pour se rendre compte que le Danemark est un pays agricole et que les paysans forment le noyau de la population.

La statistique le prouve également. Suivant l'annuaire statistique du Danemark, voici comment se répartit le nombre des salariés entre les divers groupes professionnels (en chiffres ronds) :

	Chiffres absolus	en %
Agriculture . . .	474,000	35
Industrie . . .	368,000	25
Commerce . . .	146,000	9
Transports . . .	80,000	6
Autres métiers . .	—	25

L'importance de ces chiffres ressortira tout particulièrement si nous les comparons à ceux de la Hollande dont l'agriculture occupe le 23,6 pour cent des salariés, l'industrie et les mines le 34,6 pour cent ou encore avec ceux de la Suisse dont le 22 pour cent des salariés travaillent dans l'agriculture et le 45 pour cent dans l'industrie.

Ces chiffres ne dénotent cependant pas encore suffisamment le degré d'importance que représente l'agriculture pour le Danemark. Car, à la suite de l'organisation spéciale de l'agriculture danoise et de son niveau technique très élevé, la valeur du travail agricole est très grande pour ne pas dire extraordinaire.

Les chiffres d'exportation des marchandises indigènes, tirés de la statistique de 1933, nous donneront peut-être une idée plus exacte de cette importance :

Exportation	en millions de couronnes	en %
de produits essentiellement agricoles . . . . .	970.000	82
de produits industriels . . . . .	190.400	18

Ces chiffres situent la place réelle qu'occupe l'agriculture au Danemark. Toutes les questions économiques, sociales et culturelles ne peuvent être résolues qu'en fonction de la protection et de l'encouragement à apporter à l'agriculture. Il est exact que l'industrialisation du pays a progressé au cours des dernières années — nous reviendrons sur ce sujet. Mais son développement est forcément limité aux intérêts de l'agriculture. Les possibilités d'exportation du beurre danois, du lard danois fixent en fait l'extension ou la limitation des produits du textile et de l'industrie chimique.

Si l'agriculture danoise parvient à augmenter ses exportations à destination de l'Angleterre, le Danemark n'hésitera pas à importer des produits textiles anglais, même au risque d'entraver les possibilités de développement de sa propre industrie. Le mécanisme du protectionnisme économique fonctionne au Danemark avant tout en faveur de l'agriculture. L'industrie qui se développe selon la tâche forcée du commerce libre et suivant l'intro-

duction du système des quotes, protégé par la législation monétaire, ne figure qu'au deuxième rang. Nul doute que le développement industriel du pays, s'il n'est pas en connexion directe avec la production agricole, est dans une forte mesure, uniquement « artificiel ».

Ce pays, avec sa structure agraire, est précisément devenu le pays des « réformes sociales » de par son développement spécial. Toute son économie et sa culture sont empreintes du plus pur collectivisme. Il est ainsi devenu le cadre dans lequel les importants travaux de réforme sociale du Cabinet Stauning ont pu se mouvoir au cours des dix dernières années.

En quoi réside la particularité du développement danois ?

Il est clair qu'il a fallu un concours de circonstances spéciales pour fournir au Danemark agricole les possibilités modernes de développement. Cet article a précisément pour but de mettre en relief les conditions qui ont présidé au développement du Danemark et qui malgré l'exiguïté du territoire danois sont d'une importance fondamentale. Nous allons en même temps présenter quelques principes de la politique sociale du Danemark.

Le développement intégral du Danemark d'aujourd'hui serait inconcevable sans son *mouvement coopératif*. Le Danemark est actuellement le pays, par excellence, du mouvement coopératif. La caractéristique du développement danois réside cependant dans un système qui consiste *en une combinaison des coopératives de consommateurs et de producteurs*. L'agriculture du Danemark, développée à un degré supérieur avec ses formes de production agricole d'un genre unique, est un résultat du travail en coopération. Lorsqu'il y a deux générations, l'agriculture s'aperçut que la culture des céréales ne rendait plus, elle se tourna énergiquement vers une nouvelle branche des produits laitiers en tenant compte du marché anglais et exploita cette dernière sur le principe coopératif. Les paysans et les fermiers s'allièrent sur une base coopérative et créèrent entre autres les coopératives laitières et les abattoirs coopératifs, dont la production a rendu les marchandises danoises célèbres sur les marchés du monde entier. A une époque où les agriculteurs concurrents des divers pays n'avaient pas encore songé à fixer une norme quant à la qualité des produits, l'agriculture danoise était en mesure de livrer une qualité supérieure sur le marché universel. Car ces coopératives du Danemark reconnurent rapidement ce dont avait besoin l'étranger, en particulier le marché anglais. Elles développèrent l'agriculture danoise de manière à ce qu'elle livre exclusivement de la marchandise de première qualité et qu'elles payèrent au prix fort seulement. En connexion avec ces coopératives de production se développaient également les coopératives de crédit et de consommation. Le tableau suivant permettra de se faire une idée de l'importance que prit ce développement.

*Participation des entreprises agricoles aux coopératives (1923).*

Coopératives laitières	entreprises agricoles	89,5%
	vaches	86,2%
Coopératives pour l'exportation du bétail	entreprises agricoles	11,2%
	bétail	17,6%
Abattoirs coopératifs	entreprises agricoles	69,4% <sup>1</sup>
	porcs	75,4%
Association coopérative pour l'exportation des œufs	entreprises agricoles	21,5% <sup>2</sup>
	volaille	25,9%
Association coopérative des engrais	entreprises agricoles	31,2%
	vaches	33,4%
	porcs	35,1%

Il ressort de ces chiffres que parmi les diverses catégories de coopératives celles des produits laitiers et des abattoirs coopératifs représentent le 90 respectivement le 70 pour cent de toutes les entreprises agricoles. En ce qui concerne les deux sortes de bétail, qui entrent en ligne de compte, les coopératives agricoles font l'élevage du 86 et du 75 pour cent. La statistique suivante permettra de se rendre compte de l'importance du mouvement coopératif:

*Effectifs et chiffre d'affaires des coopératives en 1932.*

1. Coopératives de production:

	Membres individuels	Total du chiffre d'affaires en millions de cour.
Sociétés de production et de la vente des produits agricoles . . . . .	420,886	1012
Sociétés agricoles d'achat . . . . .	144,405	135
	<hr/> 565,291	<hr/> 1147

2. Coopératives de consommation.

3. Autres coopératives (coopératives professionnelles agricoles, coopératives de pension, sociétés coopératives d'assurance contre les dommages causés par les éléments naturels, sociétés coopératives d'assurance sur la vie, etc.) . . .

698,455	1295
<hr/> Au total 1,579,246	<hr/> 2580

Pour résumer, cette statistique démontre donc:

que chaque individu fait partie d'une manière ou de l'autre du mouvement coopératif dans sa vie privée et sociale. L'exportation des produits de l'agriculture, qui est la source du bien-être du peuple danois, passe donc à 100 pour cent par les coopératives. La pensée coopérative est une caractéristique du peuple danois. Elle a fait de la nation une communauté populaire étroitement unie.

<sup>1</sup> Avec porcs.

<sup>2</sup> Avec volaille.

A vouloir chercher à s'expliquer comment le Danemark précisément a pu développer un mouvement coopératif dans une telle proportion, il ne faut pas oublier le fait que ce pays n'est pas seulement le pays des coopératives, mais encore celui du mouvement des *universités populaires*. De tout temps, les mouvements des coopératives et des universités populaires ont existé en fonction l'un de l'autre. Les universités paysannes se sont donné pour tâche d'enseigner la tolérance; les divergences religieuses et politiques furent abolies, le développement des coopératives ne fut entravé par aucune sorte de dissidence. C'est grâce à cette étroite collaboration que d'importants excédents provenant des coopératives ont pu être affectés au travail qui consiste à renseigner le peuple et à faire son éducation. Fait intéressant, c'est que le capital du mouvement coopératif n'est pas constitué comme dans la plupart des autres pays, au moyen des parts souscrites par les membres, mais bien sur la base du principe de la *responsabilité solidaire*.

La population danoise apprécie hautement cette collaboration entre les coopératives et l'éducation du peuple. Le mouvement coopératif est de plus en plus à la base de l'éducation du peuple et la responsabilité solidaire considérée comme étant son nerf vital. *Severin Jørgensen*, un des chefs du mouvement coopératif du Danemark a formulé comme suit le but de ce mouvement:

« Le mouvement poursuit un but de beaucoup plus élevé et plus important que celui d'augmenter le bien-être des citoyens. Ce qui importe avant tout, c'est d'élever le niveau moral de la population à un degré supérieur. Il faut que les coopérateurs deviennent plus actifs, plus indépendants et surtout meilleurs. »

Et plus loin:

« La responsabilité solidaire est à mon sens le nerf vital le plus important pour les coopératives. Si ce sentiment est diminué, l'idée en souffrira considérablement. La démocratie et la responsabilité sont deux choses que l'on ne saurait séparer. »

L'idée coopérative est répandue à un tel point, comme du reste dans tous les pays scandinaves, que même les usines électriques sont créées sur la base du principe coopératif avec un capital de plusieurs millions de couronnes. (A Stockholm, les coopératives possèdent une très grande fabrique d'ampoules électriques.)

Sur la base de ce sentiment démocratique fortement ancré et sous l'influence du travail d'éducation très poussé, le peuple danois s'est créé des formes d'organisation qui, dans leur pureté idéologique et, pourquoi ne pas le dire, dans leur rendement économique, ne se retrouvent nulle part ailleurs dans le monde entier. (On pourrait peut-être les comparer aux corporations russes, mais

qui jusqu'ici, sous la contrainte et les mesures de pression, ne sont pas parvenues à fournir un travail indépendant.)

En résumé, on se rend compte que le mouvement coopératif a été la haute école de la démocratie et du collectivisme qu'a suivi le peuple danois. Il a appris à élargir l'horizon de sa pensée, à respecter les buts collectifs et à être tolérant. A suivre cette école, le peuple a été également initié aux relations économiques universelles et il est devenu apte à admettre de nouvelles idées techniques. Cette école a créé la base qui a permis à un peuple de paysans de se fonder un Etat moderne. Elle a créé en même temps la base d'une politique économique grâce à laquelle le peuple danois a pu faire face à la crise économique.

Lorsqu'en automne 1931 la Banque d'Angleterre abandonna la parité-or, tous les Etats scandinaves s'adaptèrent à la monnaie anglaise. Depuis ce moment, l'économie du Danemark est liée directement à la vie économique de l'Angleterre. De tout temps l'Angleterre fut le client du Danemark, tandis que l'Allemagne était son principal fournisseur. A partir de ce moment-là l'Angleterre figurait de plus en plus au rang de fournisseur à côté de l'Allemagne. En 1933, les importations provenant de l'Angleterre dépassèrent pour la première fois les importations de l'Allemagne.

#### *Valeur des marchandises échangées en 1931/33.*

	Total des importations en millions de cour.	Exportations de marchandises en millions de cour.
1931 Allemagne	491	174
1933 »	287	154
1931 Angleterre	219	814
1933 »	356	781

Ces chiffres reflètent nettement la transformation totale qui s'est produite dans la direction de l'économie au Danemark. La participation du Danemark au « bloc-sterling » a été d'une importance capitale pour l'économie de ce pays.

Les nouvelles conditions monétaires nécessitèrent bientôt la limitation de toute l'importation et la réglementation de la répartition des quantités de marchandises importées, tels que les produits bruts, les marchandises manufacturées et les articles de luxe. On s'est rendu compte que l'on ne pouvait, à la longue, restreindre toujours davantage le crédit si l'on voulait éviter une aggravation de la crise et une augmentation du nombre des chômeurs. C'est à ce moment que le Danemark décida de créer un *Comptoir monétaire*, qui avait pour tâche primordiale de réglementer l'importation. *Ce fut là le début de l'économie dirigée au Danemark.* La tâche la plus ardue consistait à lutter contre la crise et à créer le plus possible des occasions de travail. La situation monétaire aussi bien que le degré d'occupation exigeaient une restriction de l'importation et, partant, la protection de l'industrie indigène. Effectivement, selon le rapport du chef du Comptoir monétaire,

de nombreuses industries qui concourent avec l'étranger, occupaient 20 pour cent de plus de personnel en automne 1934 qu'en 1931.

L'industrie (sans le bâtiment) occupe actuellement environ 50,000 ouvriers de plus qu'il y a 3 ans. L'industrie du bâtiment à elle seule fournit du travail à 5000 ouvriers de plus.

Les chiffres suivants illustreront mieux que tout autre comparaison l'évolution de l'industrie au Danemark.

*Les industries de production au Danemark de 1927 à 1933.*

1927 = 100	1927	1929	1931	1932	1933
Industrie des produits alimentaires . . . . .	100	104	109	111	117
Industrie du textile . . . . .	100	122	126	137	162
Confection . . . . .	100	113	113	115	144
Industrie du cuir . . . . .	100	104	94	116	149
Industrie du bois . . . . .	100	116	133	103	121
Industrie de la pierre et du verre . . . . .	100	121	117	83	123
Industrie du fer et des métaux . . . . .	100	134	121	90	102
Industrie chimique . . . . .	100	114	124	122	134
	100	117	117	106	122

Parmi les ouvriers syndiqués, le pourcentage des chômeurs a été en moyenne par année:

1930	13,9
1931	18,1
1932	31,7
1933	28,8
1934	22,0

La réglementation méthodique de l'importation a effectivement élevé le degré d'occupation de la classe ouvrière danoise. D'une manière générale il s'agit moins de la création de nouvelles industries que de l'utilisation plus judicieuse des appareils de production déjà existants. Un fait qui a son importance, c'est que diverses entreprises étrangères ont installé des succursales au Danemark afin de suppléer aux restrictions à l'importation. A juger l'ensemble, on peut dire que l'on a évité de créer de nouvelles fabriques, ce qui, étant donné la structure économique du Danemark, lui eut été préjudiciable.

Comme nous l'avons dit au début du présent article, la production de l'industrie dans le cadre de la politique économique du Danemark n'a pas été un but primordial. Elle a été une conséquence de la réglementation des importations. La liberté d'importation fut supprimée, car elle eut diminué les possibilités d'exportation. *L'exportation n'est possible dans une large mesure que grâce au contingentement des quantités qui peuvent être importées.*

Dans le rapport mentionné plus haut, le chef du Comptoir monétaire fait ressortir qu'à l'avenir et pour une période indéterminée, le Danemark jouira des bienfaits de la réglementation des



importations. Le Danemark a également l'intention de poursuivre sa politique commerciale extérieure afin d'influencer favorablement le degré d'occupation. On s'est rendu compte de la nécessité d'une telle politique. On sait que l'exportation des marchandises danoises rencontrera des difficultés si l'on ne consent pas à accepter d'autres produits en échange. Le système des contingents continuant à dominer le monde, la politique commerciale conserve son caractère d'économie dirigée. Un fait intéressant, c'est que le chef du Comptoir monétaire envisage un contrôle par l'État au cas où les prix subiraient une hausse.

Au cours de ces dernières années, la crise économique a donné lieu à une politique d'économie dirigée au Danemark. Les circonstances s'y prêtaient mieux que dans les autres pays. Le Danemark offrait un terrain économique nettement établi, organisé avec la plus grande précision et qui — une fois encore — grâce au système coopératif, était plus facile à manœuvrer que les autres pays. La capacité d'adaptation collective du peuple danois lui a permis de lutter plus facilement contre la crise que d'autres pays plus individualistes n'ont pu le faire.

Grâce à son économie dirigée jusque dans les plus petits détails, le Cabinet Stauning, n'ayant à faire face à aucune crise ni à aucune catastrophe, a pu mener à chef la législation sociale. La manière dont a abouti la réforme sociale au cours de l'été 1933, c'est-à-dire au moment où la crise sévissait le plus intensément en Europe, prouve la stabilité de la vie politique et économique au Danemark.

C'est encore à ce système de politique économique, également, que le Danemark doit d'avoir été en mesure de mettre sur pied une législation qui offre aux enfants, aux malades, aux invalides la plus grande sécurité. Tandis que jusqu'ici « la réforme sociale », la législation en matière d'assistance, était à la base de la politique sociale, cette réforme a transformé la majeure partie de la politique sociale et en a fait le principe de l'*assurance-sociale*.

La réglementation des accidents professionnels, les secours de chômage, les secours en cas de maladie, d'invalidité et de vieillesse reposent sur le principe de l'assurance.

La réforme sociale est formée en réalité par quatre complexes de loi, soit la loi sur l'assistance publique et les trois lois sur l'assurance: la loi sur l'assurance populaire, sur les bureaux de placement et sur le chômage ainsi que la loi sur l'assurance contre les accidents professionnels.

Il serait trop long d'entrer en détail sur l'importance de ces lois sociales. Qu'il nous suffise de faire ressortir que toutes les misères et toutes les infortunes sociales (même lorsque l'individu en est victime par sa propre faute) ont été prévues et cela dans une proportion que l'on ne retrouve dans aucun autre pays.

Comme nous l'avons déjà dit, l'assurance sociale est le pilier de la politique sociale au Danemark, c'est le cas en particulier

pour l'assurance dite populaire. Cette assurance est née de l'assurance en cas de maladie qui, sur une base plus libre, englobait déjà les deux tiers de la population au moment où l'on procéda à la réforme sociale. Elle comptait à ce moment-là 1,740,000 membres. On réunit l'assurance-vieillesse et invalidité à l'assurance en cas de maladie et l'on créa ainsi une assurance populaire. Tout citoyen danois n'ayant pas encore atteint ses 60 ans, doit faire partie de l'assurance populaire. Il est tenu de s'inscrire dans les trois mois qui suivent ses 21 ans révolus.

Tous les cas qui ne tombent pas sous le coup de l'assurance sociale sont soumis à la loi sur l'assistance publique. Des mesures d'assistance en faveur des enfants, des malades, etc., sont prévues spécialement par cette loi. Le Danemark possède également la législation sociale la plus moderne concernant la protection de l'enfance. Dans le dernier paragraphe de la loi sur l'assistance publique, on a tenu compte de l'assistance aux indigents qui, après que la presque totalité des cas de misère sociale ait déjà été envisagée dans les autres assurances, comprend encore quatre groupes, soit les paresseux invétérés, les chefs de famille négligents, les alcooliques et les vagabonds professionnels. C'est dans ce dernier groupe que des restrictions ont été prévues quant à l'exercice des droits civiques.

L'exécution de cet ordre social est garantie par un vaste système d'administration sociale. Les communes forment la base de l'administration, lesquelles nomment une commission spéciale. Cette commission est chargée de s'occuper des questions administratives ressortissant de la législation sociale. Le ministère social est appelé à se prononcer en cas de litige entre les communes. Dans les conditions actuelles des prix et de la situation économique en général, les frais de la réforme sociale sont en moyenne de 250 millions de couronnes par année, dont 180 millions environ sont couverts par les deniers publics.

Les quelques lignes importantes que nous venons de tracer devraient permettre aux lecteurs de se faire une idée du Danemark moderne. La classe ouvrière a su conquérir une place prépondérante dans ce pays essentiellement agricole. Lors des élections au Reichstag en 1932, les socialistes ont remporté le 42 pour cent des voix<sup>1</sup>. Le mouvement ouvrier danois ne connaît pas les dissensions religieuses et politiques. Sur cette base, le Cabinet Stauning, ce dernier chef du Parti socialiste, a accompli au cours des dix dernières années un travail grâce auquel le Danemark figure au premier rang des nations où l'esprit national et social, le bon sens politique et économique sont considérés comme le but principal de l'action politique. Ainsi donc le gouvernement Stauning adapte la monnaie du pays à la livre anglaise, préservant en ce faisant, les intérêts économiques, et tandis que dans tous les

---

<sup>1</sup> Ce nombre fut porté à 46% aux élections du 22 octobre 1935 avec un gain de 100,000 électeurs et 6 sièges soit de 76 à 82 sur 148 députés à élire.

autres pays d'Europe la suppression de la politique sociale figure à l'ordre du jour, il accomplit ce chef-d'œuvre en matière législative que représente la réforme sociale. Stauning a eu à lutter contre de nombreuses difficultés. Le Cabinet est formé par une coalition des socialistes et des radicaux, dont le parti est formé par les intellectuels de la ville. Dans la deuxième Chambre, le Cabinet dispose d'une majorité sûre, tandis que dans la première il est parfois obligé de demander l'appui du Parti paysan « Venstre ». Le Cabinet, grâce à la personnalité de Stauning, jouit de la plus grande popularité au Danemark. Au cours des dix années de son ministère, Stauning fait figure, bien au delà de son parti, de bienfaiteur du Danemark.

Durant ces années, où l'on fait miroiter aux yeux des masses découragées par la crise économique les miracles du fascisme, l'exemple de la démocratie des pays du Nord et en particulier de celle du Danemark, est d'une importance qu'il convient d'estimer à sa juste valeur. Grâce à un travail acharné, à des actes pratiques, et sans grandes phrases on est parvenu à réaliser le communautisme populaire. En ce faisant on a prouvé que la démocratie politique est chose possible et durable lorsqu'elle est soutenue par la volonté politique.

## II.

Depuis le printemps de cette année, les attaques de l'opposition se concentraient et se faisaient plus vives. On peut dire que depuis le mois de mars le Danemark vivait dans l'attente des nouvelles élections. La situation politique devint de plus en plus tendue. Le Cabinet Stauning, qui ne dispose pas d'une majorité dans la première Chambre, a besoin, pour mener sa politique à chef, de l'appui du Parti « Venstre » des paysans. Or, il s'avéra de plus en plus que ce Parti « Venstre » s'opposait de plus en plus au gouvernement et qu'il n'accepterait pas une politique de compromis. C'est ce qui rendit la situation politique du Cabinet Stauning des plus critiques.

L'opposition est formée au Danemark par le Parti conservateur et le Parti paysan « Venstre ». Bien qu'ils déploient une certaine activité au Danemark, les communistes et les nazistes n'ont cependant aucune importance pratique. L'opposition a concentré ses attaques contre la politique *économique* du Cabinet Stauning. Une attaque sérieuse dirigée contre le principe de la démocratie n'est pas concevable au Danemark. Le Parti conservateur est le premier à qualifier d'enfantillages les quelques menées fascistes que tentent les organisations de la jeunesse conservatrice.

Nous avons vu plus haut que le noyau de la politique économique du Cabinet Stauning est la *réglementation de l'importation* par les soins du Comptoir monétaire. C'est grâce au contingentement des quantités admises pour l'importation que le Danemark

est en mesure d'exporter ses produits dans de telles proportions. Grâce à la réglementation de l'importation dirigée par le Comptoir monétaire, l'industrie est en train de se développer au Danemark et réduit ainsi le nombre des chômeurs. La politique économique du Cabinet Stauning a le caractère d'une économie dirigée.

Les milieux intéressés à l'importation et au commerce ont été contraints de s'adapter à cette politique. Le gouvernement, le Comptoir monétaire, la politique sociale du pays ont eu à subir de nombreux assauts. Le Parti conservateur fut à la tête de l'opposition. Quant à celle des paysans elle est menée par le Parti « Venstre ». Elle porte nettement l'empreinte paysanne. Ses chefs furent ce qu'on appelle des propriétaires de fiefs, des gros fermiers et autres propriétaires de terres. Ces derniers répandirent parmi les paysans le bruit que tous les maux qui les frappaient provenaient uniquement du Comptoir monétaire à Copenhague, se gardant bien de leur dire que c'est précisément ce Comptoir qui, en réglementant l'importation, garantit des débouchés pour les produits exportés par le Danemark. On a raconté aux paysans que le Comptoir monétaire maintenait le cours de la couronne élevé et que ce n'était qu'en réduisant la couronne au-dessous de la livre que l'on parviendrait à assainir l'agriculture. C'est en ce faisant seulement que le paysan danois obtiendrait un gain suffisant pour ses produits; car il bénéficierait par là du cours relativement élevé de la livre anglaise. Cette propagande, dirigée par le Parti paysan, appelé « Mouvement des L. S. », et qui était apparenté au Parti « Venstre », semble néanmoins avoir eu un certain succès. A fin juillet 1935, environ 40,000 paysans danois se rendirent au château royal à Copenhague et présentèrent leurs revendications au roi. Selon la Constitution, le roi renvoya les paysans au Ministère. Les paysans qui avaient été fort bien reçus à Copenhague, s'en retournèrent chez eux. Ce défilé de paysans prouva précisément qu'il n'existe aucune sorte de divergence entre la ville et la campagne. Toutefois, les négociations qui furent engagées entre le gouvernement, le Parti « Venstre » et les L.S. par la marche des paysans sur Copenhague, échouèrent. Les dissensions politiques s'aggravèrent. Aveuglé politiquement, le Parti « Venstre » avait déjà quelque temps auparavant saboté la *conversion* proposée par le gouvernement et qui devait précisément réduire les intérêts des paysans. La politique du Parti « Venstre », le principal parti de l'opposition du Danemark, devint de plus en plus contradictoire.

Il est certain que le rejet de la loi sur la conversion par l'opposition n'a pas créé de situation critique. En réalité, la situation de l'agriculture danoise s'était sensiblement améliorée depuis 1933, époque où elle avait atteint le niveau le plus bas. Les prix et les conditions touchant les débouchés avaient subi une amélioration. L'endettement de l'agriculture étant de peu d'importance, les paysans, tout en ayant à surmonter bien des difficultés, n'étaient cependant pas surchargés par les dettes.

Mais une chose est certaine: c'est que la politique purement propagandiste du Parti «Venstre», qui lors d'assemblées de paysans attaqua la politique monétaire et sociale du Cabinet Stauning, empêcha pendant longtemps le gouvernement de poursuivre sa politique. Le Parti «Venstre» de concert avec le mouvement des L. S. et les agents nazistes ne craignirent pas de décréter la grève monétaire. Le paysan danois fut invité à ne pas déposer dans un institut bancaire les devises qu'il obtenait de la vente de ses produits, afin d'obliger la Banque nationale à baisser le cours de la couronne. L'invitation à la grève qui avait été lancée en septembre, ne rencontra pas le succès escompté par ses auteurs. Cet événement prouvait néanmoins que l'heure décisive avait sonné entre le gouvernement et l'opposition. Un compromis était impossible. A l'occasion de la *prorogation de la loi sur la Centrale monétaire*, contre laquelle s'élevait spécialement l'opposition, Stauning résolut de dissoudre le Parlement et au début d'octobre, fixa de nouvelles élections. Le désir qu'avaient exprimé les partis de l'opposition de pouvoir se prononcer à l'occasion d'élections, était ainsi exaucé. Néanmoins dès que les nouvelles élections furent annoncées, les partis de l'opposition se firent plus modestes et leur zèle se calma soudain. Le Parti «Venstre» et le mouvement des L. S. saisirent l'occasion pour faire de la propagande en faveur de la grève monétaire. Ils déclarèrent à leurs partisans que la lutte électorale entraînerait infailliblement la chute du système Stauning.

Cette campagne électorale qui dura très peu de temps, mit l'intelligence de l'électeur danois à l'épreuve. Il ne s'agissait pas d'exprimer ses sentiments politiques; l'enjeu était plus grave, des questions de politique économique figuraient à l'ordre du jour.

L'électeur danois, élevé à la haute école du mouvement démocratique et coopératif, a soutenu brillamment l'épreuve.

Les élections du 22 octobre consacrèrent la victoire du Cabinet Stauning. *Ce fut une victoire socialiste.* Le socialisme danois a poursuivi sa série ininterrompue de succès — son évolution n'a connu aucune rechute. — Le second Cabinet Stauning qui, après la victoire électorale de 1929, prit le gouvernement et fut confirmé lors des élections de 1932, a donc vu en 1935 sa politique populaire, sociale et démocratique de plus en plus approuvée par les électeurs. Comparativement aux élections de 1932, le nombre des voix socialistes a augmenté de 100,000 en chiffre rond. Cette fois-ci le 46 pour cent des électeurs danois a voté pour les socialistes (42 pour cent en 1932). A l'occasion d'une campagne électorale démocratique, le Parti socialiste a remporté une victoire beaucoup plus grande que celle obtenue par Hitler le 5 mars 1933 à la suite d'élections qui ont eu lieu sous le signe de la contrainte et qui supprimaient la majeure partie des garanties démocratiques. Les résultats de la consultation populaire accusèrent également une augmentation du nombre de voix en faveur du Parti radical, Parti des intellectuels bourgeois, qui s'est coalisé avec les socialistes

et qui est représenté dans le Cabinet par le D<sup>r</sup> Münch, ministre des affaires étrangères. *Les partis de l'opposition ont été battus.* Les Conservateurs n'ont pas modifié leur position. Le Parti paysan « Venstre » a perdu 89,000 voix; une partie de ses électeurs a voté en faveur d'un nouveau Parti paysan « le Parti populaire indépendant » qui est un parti analogue au mouvement L. S. et qui a obtenu 52,000 voix. Le reste des électeurs du Parti « Venstre » et une grande partie des nouveaux électeurs — la participation au vote a augmenté de près de 100,000 voix — votèrent pour les socialistes.

Les communistes ont enregistré une augmentation, le nombre de leurs suffrages a passé de 10,000 à 27,000. Malgré cet accroissement relativement élevé, ils ne jouent aucun rôle au sein de la classe ouvrière, comme l'ont prouvé les élections.

Les nazis qui avaient présenté partout des candidats, obtinrent les voix de 16,000 électeurs dont 3500 de l'arrondissement de Sud-Jytland — le Schleswig Nord qui appartenait autrefois à l'Allemagne. Le reste des électeurs se répartit sur le pays tout entier. La participation des voix nazistes représente le un pour cent environ, moins encore dans le Danemark proprement dit. Dans le Sud-Jytland, le Parti allemand a obtenu 12,600 voix, ce qui ne représente pas même la moitié des voix socialistes. Les électeurs allemands et nazis représentent environ le 20 pour cent de l'ensemble des électeurs dans le Sud-Jytland. La nouvelle province danoise a donc voté dans un esprit national — ce qui n'est pas sans présenter un certain intérêt pour l'Europe.

Les socialistes ont gagné 6 mandats. Les radicaux ont conservé ceux qu'ils détenaient. Les conservateurs en ont perdu 1 et le Parti « Venstre » 7. Les nazis n'en ont pas gagné un seul et les communistes ont conservé les deux qu'ils possédaient déjà.

Tandis que dans l'ancien Folketing, les partis gouvernementaux disposaient de 76 mandats sur 148, ils en possèdent 82 dans le nouveau Folketing; sur ce nombre les radicaux en obtiennent 14 et les socialistes 68.

Le résultat des élections est gros d'importance pour le pays. La réaction est battue pour la troisième fois, pour la troisième fois le Parti socialiste poursuit son avance ininterrompue. Le gouvernement Stauning, qui à la septième année de son règne gagne de plus en plus les faveurs des masses électorales, est sans nul doute le régime le plus stable des démocraties européennes.

Après ce qu'a accompli le Parti socialiste, représenté par le Cabinet Stauning, après avoir donné au peuple danois en 1933, au plus fort de la crise économique mondiale, la « Réforme sociale » — l'œuvre progressiste la plus avancée dans la législation sociale — il semble que le danger d'un retour de la réaction est conjuré pour toujours.

Le gouvernement Stauning poursuivra sa politique claire et nette et qui vise au bien du peuple. Il se peut qu'il se produise

quelques mutations de personnalités dans le Cabinet, lesquelles ne changeront cependant rien au cours de la politique. Le système de la Centrale monétaire, dont l'organisation interne sera prévue sur une base peut-être un peu plus élastique, sera maintenu.

Un fait qui prouve en faveur de la culture démocratique des Danois, c'est qu'immédiatement après les élections le chef des conservateurs, soit l'opposition, a fait ressortir que la volonté des électeurs manifestée clairement à l'occasion des élections, doit trouver son expression sans réserve dans la politique du Danemark. Christmas Möller et l'organe du Parti conservateur, les « Dagens Nyheder », ont déclaré que désormais la Première Chambre, le Landsting, ne s'opposerait plus à la politique de Stauning. Ainsi donc, bien que l'opposition jouisse encore de la majorité dans la Première Chambre, elle s'incline devant la volonté populaire.

A chaque fois, les peuples pour lesquels la démocratie n'est pas seulement une forme, mais une *tradition politique*, prouvent que la démocratie est viable même lors des plus graves crises. C'est dans les pays où la machine démocratique n'a pas pu être dominée que la démocratie s'est effondrée. Les théoriciens du fascisme font erreur lorsqu'ils prétendent que le fascisme est conditionné par la nécessité d'un chef. La véritable démocratie a toujours su donner au peuple le chef qui lui convenait. Au Danemark, Thorwald Stauning a su rallier les suffrages de la nation bien au delà des milieux ouvriers. Un programme de politique économique nettement établi, une politique démocratique loyale, une personnalité qui près du peuple a su gagner les masses, ont remporté la victoire sur la réaction et ont prouvé une fois de plus au monde, qu'une démocratie bien gouvernée est parfaitement viable. Elle ne crée pas une communauté populaire fictive, mais réelle.

---

## Chômage et émigration.

Par H. Fehlinger.

La mise en valeur de nouvelles terres outre-mer et l'expansion de l'économie au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle devaient soustraire l'Europe pour de longues années, du danger d'une surpopulation. Depuis la guerre mondiale les circonstances ont sensiblement changé et il existe en Europe près de 10 millions d'êtres humains pour lesquels il n'y a pas suffisamment de travail. La plus grande partie d'entre eux et leurs familles doit être entretenue par les pouvoirs publics. Cette surpopulation est une des principales raisons de la course à l'extension à laquelle se livrent maints États, tels que le Japon et l'Italie et qui menace la paix. Il y a lieu d'ajouter en outre que le service militaire et les industries des armements et de l'équipement occupent actuellement beaucoup plus de monde qu'avant la guerre.